PHILOSOPHIE · TERMINALE / COURS

L'État

Astrolab Cours · astrolabcours.fr

01 Le problème

L'État lève des impôts, vote des lois, punit, peut envoyer des soldats à la guerre. Personne ne l'a choisi en signant un contrat, et pourtant on lui doit obéissance. Pourquoi ? Est-il ce qui protège notre liberté, ou ce qui la menace le plus ?

01 Ce que tu vas comprendre

L'État est une forme particulière de pouvoir : il prétend avoir seul le droit d'utiliser la force. Ce chapitre explique les théories du contrat social qui cherchent à le justifier, les conditions de sa légitimité, et les critiques qui voient en lui un danger pour la liberté.

01 L'idée : l'arbitre

L'État est un **arbitre** : les joueurs acceptent qu'il siffle les fautes, parce que sans lui le match tournerait à la bagarre. Mais un arbitre partial, ou qui se met à jouer pour une équipe, perd toute autorité.

01 Les mots du sujet

- **État** : l'institution qui exerce le pouvoir politique sur un territoire et une population, de façon permanente. Pour **Max Weber**, il détient le monopole de la violence physique légitime.
- **Gouvernement** : ceux qui dirigent l'État à un moment donné. Les gouvernements passent, l'État demeure.
- **Pouvoir** : la capacité d'imposer sa volonté. **Autorité** : un pouvoir reconnu comme légitime.
- **Légitimité** : le droit d'être obéi, fondé sur une justification acceptée.

1. Pourquoi un État ?

Hobbes (*Léviathan*, 1651) imagine les hommes dans un **état de nature**, sans État. Tous sont à peu près égaux, tous désirent les mêmes biens, et chacun peut tuer l'autre. C'est la guerre de tous contre tous, où la vie est misérable et brève.

Pour en sortir, les hommes passent un **contrat** : chacun renonce à son droit de se faire justice lui-même et le confie à un souverain, qui garantit la paix. L'État naît de la **peur** et du désir de sécurité. Pour Hobbes, ce souverain doit être absolu : un pouvoir partagé retomberait dans la guerre.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/philosophie/terminale/etat/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits

2. Ce qui rend l'État légitime

- **Locke** (1690) : les hommes ont des droits naturels (la vie, la liberté, la propriété). L'État est créé pour les protéger. S'il les viole, le peuple a le droit de lui résister.
- **Rousseau** (*Du contrat social*, 1762) : le seul pouvoir légitime est celui du peuple tout entier. La loi doit exprimer la **volonté générale**, ce que veulent les citoyens en tant que membres du corps politique, et non la somme des intérêts particuliers.
- **Montesquieu** (*De l'esprit des lois*, 1748) : pour éviter l'abus, il faut séparer le pouvoir de faire les lois, de les exécuter et de juger (voir le document).

3. L'État, une menace ?

- **Marx** : l'État n'est pas neutre, il sert les intérêts de la classe dominante. Dans une société sans classes, il deviendrait inutile.
- **Les anarchistes**, comme **Proudhon**, refusent toute autorité imposée.
- **Tocqueville** (*De la démocratie en Amérique*, 1835-1840) craint un pouvoir doux et protecteur, qui s'occuperait de tout pour les citoyens et finirait par les dispenser de penser et d'agir.
- **Hannah Arendt** analyse le **totalitarisme** du XXe siècle : un État qui prétend contrôler toute la vie, jusqu'aux pensées.

L'État est donc ambivalent : il est la condition de la liberté civile, et il peut en devenir le pire ennemi. D'où l'importance des **contre-pouvoirs** : constitution, élections, presse libre, justice indépendante.

Document : le pouvoir arrête le pouvoir

> *« C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. [...] Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. »*
>
> Montesquieu, *De l'esprit des lois*, livre XI, chapitre 4, 1748

Ce que montre ce document : Montesquieu ne compte pas sur la vertu des gouvernants. Il part d'une observation : le pouvoir tend toujours à s'étendre. La solution n'est pas morale mais institutionnelle : organiser l'État pour que les pouvoirs se limitent les uns les autres. Cette idée inspire les constitutions modernes, dont celle des États-Unis et l'article 16 de la Déclaration de 1789.

Exemple guidé

Sujet : « L'État est-il l'ennemi de la liberté ? »

1. **Analyser** : « ennemi » suppose une opposition de nature ; « la liberté » peut être naturelle (faire ce qu'on veut) ou civile (droits garantis).
2. **Problématique** : l'État limite nos actions par ses lois et ses sanctions. Mais sans lui, la liberté de chacun serait menacée par la force des autres.
3. **Première partie** : l'État restreint la liberté naturelle. Lois, impôts, police : il impose.
4. **Deuxième partie** : il est la condition de la liberté civile. Hobbes, Locke : sans État, aucune liberté n'est sûre.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/philosophie/terminale/etat/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits

5. **Troisième partie** : il devient ennemi de la liberté quand rien ne le limite. Montesquieu, Tocqueville, Arendt : la liberté exige un État limité et contrôlé.

Les pièges

- **Hobbes et Rousseau n'ont pas la même idée de l'état de nature** : guerre de tous contre tous chez l'un, homme naturel plutôt paisible chez l'autre.
- État, gouvernement et nation sont trois notions différentes.
- Le contrat social est une **fiction théorique** pour penser la légitimité, pas un événement historique.
- Le monopole de la violence légitime ne veut pas dire que l'État peut tout faire : il doit justifier l'usage de la force.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/philosophie/terminale/etat/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits